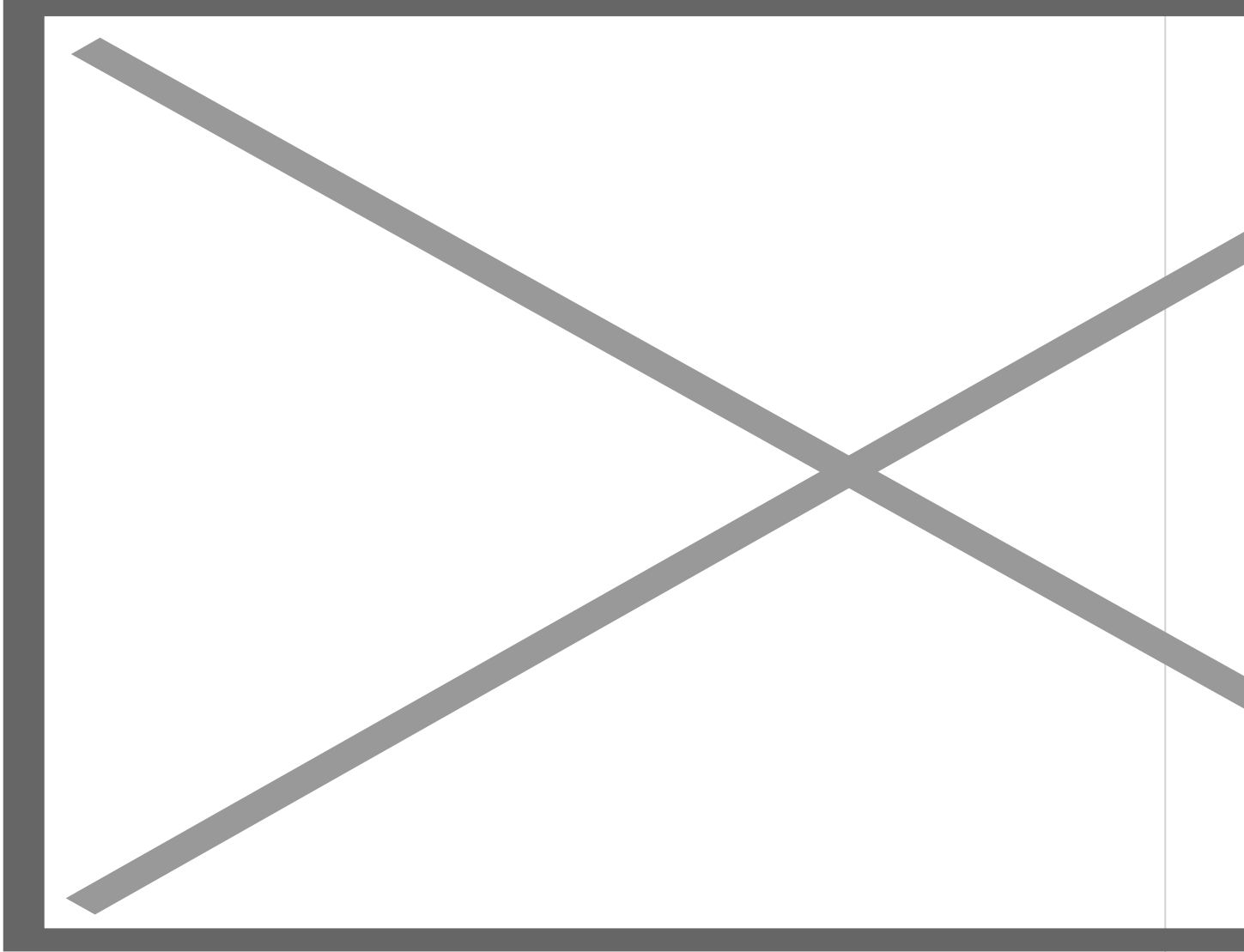


Le bureau du procureur du Brésil va enquêter sur Bolsonaro à propos de fausses nouvelles

Image not found or type unknown



Brasilia, 5 août (RHC) Le juge Cármen Lúcia de la Cour Suprême Fédérale (STF) a envoyé une demande au Ministère Public du Brésil afin d'ouvrir une enquête sur le Président Jair Bolsonaro pour avoir diffusé de fausses nouvelles sur les élections, a-t-on confirmé aujourd'hui.

Le Portail Brasil 247 rapporte que la demande a été faite par des parlementaires du Parti des Travailleurs qui souhaitent enquêter sur les déclarations de M. Bolsonaro lors d'une émission en direct diffusée jeudi dernier, dans laquelle il a diffusé des informations inexistantes sur les urnes électroniques et le processus électoral brésilien.

Selon le magistrat, les accusations des législateurs sont graves et les déclarations de Bolsonaro "pourraient, en théorie, constituer un délit" de nature électorale, d'utilisation illégale de biens publics et d'atteinte à l'indépendance des pouvoirs de la République.

Pour les congressistes, Bolsonaro en utilisant TV Brasil pour diffuser' en direct des déclarations, "il y a eu une irrégularité administrative, c'est-à-dire que les ressources publiques ont été utilisées pour attaquer les opposants politiques et le Tribunal Supérieur Electoral".

De même, ils soulignent dans leur procès qu'il y a eu propagande électorale anticipée, abus de pouvoir politique et économique et délit de diffusion de fausses nouvelles électorales.

Dans ce contexte, Bolsonaro a également été fait l'objet d'une enquête du STF dans le cadre d'une affaire de diffusion de fausses nouvelles contre les autorités.

La décision a été prise par le juge de la Cour Suprême Alexandre de Moraes, qui a accepté une demande du Tribunal Supérieur Electoral (TSE) d'enquêter sur Bolsonaro pour ses allégations de fraude possible dans les urnes électroniques utilisées lors des élections générales depuis 1996.

Moraes cite 11 crimes possibles commis par le dirigeant et ses conseillers lors de l'émission diffusée sur le réseau social Facebook pour rassembler les cas présumés de fraude survenus lors des élections de 2014 et 2018.

Il n'y a pas de doute que le comportement du Président de la République a en évidence la pratique d'actes illicites par des membres de la Cour Suprême, en divulguant des informations de forme massive sur les réseaux sociaux, dans le but de blesser ou d'exposer le danger d'atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire", souligne Moraes dans son verdict.

Depuis plus de deux ans, Bolsonaro soutient qu'il y a eu des fraudes lors des élections de 2018.

L'enquête sur ces derniers événements a été ouverte en mars 2019, sur décision du Président du STF de l'époque, Antonio Dias Toffoli, afin de dévoiler les nouvelles frauduleuses, les crimes et les menaces contre les Ministres de la haute cour.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/266223-le-bureau-du-procureur-du-bresil-va-enqueter-sur-bolsonaro-a-propos-de-fausses-nouvelles>



Radio Habana Cuba